

08.06.2009

Journée anniversaire: la fin de la grève européenne du lait

Un an après la grève européenne du lait qui s'est déroulée en mai / juin 2008, le prix du lait est plus bas que jamais. Les premiers signaux envoyés par les politiques avaient beau être positifs, les revendications de l'European Milk Board (EMB) n'ont toujours pas été prises en compte. La crise du marché laitier ne cesse d'empirer.

Hamm, le 5 juin 09 : il y a un an, la baisse continue du prix du lait avait décidé les producteurs laitiers de l'EMB, en particulier d'Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg et Suisse, d'entamer une grève du lait. Plus de dix jours durant, les éleveurs de six pays ont arrêté de livrer leur lait et organisé des blocages de nombreuses laiteries. Aujourd'hui, un an après, la situation du marché laitier ne s'est pas améliorée. Bien au contraire. « Les prix du lait se sont effondrés, le prix payé aux producteurs ne dépasse les 24 centimes d'euro dans aucun pays. » explique la vice-présidente de l'EMB, Sieta van Keimpema. Ce sont souvent à peine 20 centimes que les laiteries donnent aux producteurs par litre de lait. Cette situation montre maintenant combien il aurait été important d'appliquer les revendications de l'EMB pour une régulation souple de quotas. On aurait pu éviter les distorsions dramatiques du marché et la saignée à blanc des exploitations laitières.

Cette situation était prévisible

Les mesures prises l'année dernière par le Conseil européen et la Commission européenne ont encore aggravé la situation puisqu'elles autorisaient de produire plus de lait malgré une demande en baisse. « Bien en amont, nous avons prévenu qu'un relèvement des quotas augmenterait encore la pression sur les prix du lait et ce d'autant plus que la demande était en baisse. » déclara Romuald Schaber, le président de l'EMB. La Commission européenne et les ministres de l'agriculture ont à assumer entièrement la responsabilité pour avoir mené une politique irresponsable de libéralisation. Les revendications de l'European Milk Board qui sont de réduire le volume de production ont été jusqu'ici ignorées et ainsi la crise continue d'empirer.

Les mesures pour désamorcer la crise

Les ministres européens de l'agriculture doivent instaurer des conditions cadres adaptées au marché laitier. L'EMB plaide pour un équilibre de l'offre et de la demande en revendiquant une souple régulation des quotas. Par ailleurs, il est à mettre en place une surveillance du marché qui suive et analyse les évolutions du marché laitier.

Ces revendications reçoivent aussi le soutien des fédérations agricoles des nouveaux Etats membres de l'UE. Ce qui a été réaffirmé le 2 juin dans la ville tchèque de Brunn dans une déclaration commune de l'EMB et des chambres de l'agriculture de la République Tchèque ainsi que de Slovaquie, Slovénie, Hongrie, Bulgarie, Lituanie et Pologne. Les producteurs laitiers français montrent eux aussi par leurs actions de la semaine passée qu'ils défendent une régulation souple de la production. Ils ne sont plus disposés à accepter des prix du lait qui ne couvre pas les frais de production.

Pour le marché laitier, le temps n'atténue pas la douleur. Il faut réagir mais il faut bien réagir. C'est ce que la politique européenne a manqué de faire et voilà pourquoi aujourd'hui, un an après la fin de la grève du lait, on est toujours loin d'assurer un prix du lait digne de ce nom et loin d'assurer des perspectives à la souveraineté alimentaire.

[<<< back](#)